

MARCHÉ DES FRUITS ET LÉGUMES

Aucune baisse n'est enregistrée

La tension sur les prix des fruits et légumes semble se poursuivre au troisième jour du mois sacré. Les prix affichés sur les étals du marché de Belouizdad ne diffèrent pas de ceux du marché Clauzel, à Alger-Centre. Des prix inaccessibles aux petites bourses.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - La libéralisation des prix donne l'occasion aux gros spéculateurs ainsi qu'aux commerçants de détail d'imposer à leur gré les prix des produits de première nécessité. Tout le monde est d'accord sur le fait que ni l'offre ni la demande n'ont connu de perturbation. L'envolée des prix constatée dès la première journée du Ramadan n'est pas due à un déficit de production mais plutôt à la spéculation, reconnaissent aussi bien les consommateurs que certains commerçants. Pour d'autres, cette hausse des prix qui touche même les légumes de saison est due au fait que les

produits subissent préalablement une opération de nettoyage. «Certes, le prix de gros des carottes est de 30 DA/kg, mais après les avoir nettoyées et triées, je me retrouve dans l'obligation de les vendre à 80 DA/kg», dira un vendeur. Et d'expliquer que dans une caisse de 15 kilogrammes de carottes, il n'en sort que 9 à 11 kg de «potables». Un argument difficile à concevoir, à partir du moment où le consommateur est généralement contraint de jeter une partie de ses légumes achetés au prix fort, parce qu'elle est inconsommable. Lors de notre virée au marché de Belouizdad, nous avons constaté que la

«température» des fruits et légumes n'avait toujours pas baissé, bien que l'on soit au troisième jour du mois du Ramadan. Le citoyen est toujours contraint de payer la tomate à 80 DA/kg, la courgette à 70 DA/kg voire 80 DA/kg, le poivron à 70 DA/kg, l'oignon à 40 DA/kg, la salade à 80 DA/kg et, «cerise sur le gâteau», le navet a 100 DA/kg. Et il en est de même de la carotte qui est toujours cédée à 80 DA/kg et de l'ail qui a atteint les 300 DA/kg. Les prix des fruits de large consommation, comme le raisin et le melon, malgré leur large disponibilité sur les étals, affichent des prix élevés. Le melon est cédé entre 40 et 45 DA/kg et le raisin entre 100 et 120 DA/kg. «Il est devenu coutume qu'à chaque Ramadan, les prix des fruits et légumes les plus prisés par la ménagère connaissent des

hausse considérables sur le marché de détail», explique une ménagère. Une autre citoyenne estime que ce sont les pouvoirs publics qui veulent ça. «S'ils veulent arrêter cette saignée, ils le peuvent ; mais ça ne les dérange nullement. Ils parlent du contrôle des prix, mais nous ne voyons rien venir», dira-t-elle. Pour une autre ménagère, le commerçant, s'il ne s'enrichit pas durant le mois sacré, ne pourra le faire le restant de l'année. Alors, poursuit-elle, c'est l'occasion pour ces derniers d'«exploser» leurs cagnottes. Entre le détaillant et le grossiste, qui se jettent la balle, c'est le consommateur qui subit cette hausse vertigineuse des prix en ce mois de Ramadan qui coïncide avec la rentrée scolaire et son lot de dépenses à consentir.

S. A.

100 % de marge entre

le marché de gros et le détaillant !

Impuissants, les consommateurs subissent, encore une fois pour ce Ramadan, le diktat des commerçants. Ces derniers, arguant d'une libéralisation de l'économie, ont doublé et parfois même triplé leurs prix de vente des produits de large consommation.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Les viandes rouges et blanches n'échappent pas à cette brutale spéculation. Pourtant, juste avant le mois de ramadan, les représentants de la commission des fruits et légumes affiliée à l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) avaient précisé qu'il n'y a aucune raison pouvant justifier une hausse des prix des fruits et légumes, en raison de la disponibilité des produits en quantités impor-

tantes au niveau des marchés de gros. La porte-parole de l'UGCAA précisera, à ce propos, que passée la forte demande des consommateurs lors des premiers jours du mois de ramadan, les prix connaîtront inévitablement une tendance à la baisse. Selon notre interlocuteur, il y a eu ces trois derniers jours une différence de prix de 100 % entre le marché de gros et le détaillant. Ainsi et même si l'argument de la forte demande est souvent

annoncé, cela ne justifie nullement cette spéculation qui pénalise fortement les consommateurs et plus spécialement les plus démunis. Pour les prix de gros, une légère hausse, de 15 à 20%, a aussi été constatée en raison, expliquera le représentant de l'UGCAA, d'une augmentation de prix pratiqués par les producteurs. M. Boulénouar dénoncera aussi une désorganisation du marché qui favorise des hausses vertigineuses de prix qui ne répondent à aucune logique. Il appellera ainsi à une coordination entre les départements du commerce et de l'agriculture en vue de réguler le marché. Pour sa part M. Touami, président de la commission nationale des fruits et légumes, évoquera le problème du manque de structures de distribution. Il expliquera que les produits n'arrivent pas au consommateur en raison du manque de marchés de proximité. «Pour une population qui a connu un boom important, nous disposons des mêmes marchés de gros qu'il y avait à l'indépendance. D'autant qu'au niveau de ces mêmes espaces, des étals sont utilisés pour la vente de vêtements ou d'autres produits, réduisant encore plus l'espace réservé aux fruits et légumes», explique M. Touami.

F.-Z. B.











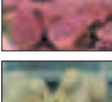

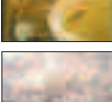
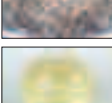





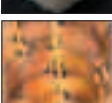
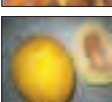
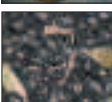



EN PRÉVISION DE LA RENTRÉE SOCIALE

L'UGCAA lance le débat sur les questions économiques

L'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) se prépare pour la rentrée sociale et annonce la couleur en présentant une liste de propositions destinées, explique un communiqué de l'union, à booster le programme de développement économique. Des suggestions qui seront faites aux parlementaires pour être discutées lors de la prochaine session parlementaire. Il s'agit selon les repré-

sentants de l'UGCAA d'enrichir le débat concernant les dossiers relatifs au développement économique et à la loi de finances 2010. L'Union des commerçants propose ainsi de revoir le système fiscal qui encourage le marché parallèle et la fraude fiscale. Les commerçants revendiquent une baisse de 40 % des impôts et proposent que les magasins et centres commerciaux réservent 50 % de leurs surfaces à la production nationale. L'UGCAA propose aussi de transférer le soutien de l'Etat aux produits de première nécessité directement au consommateur et demande à ce que les collectivités locales soient impliquées dans les questions liées aux activités commerciales. Il s'agit de l'éradication du marché parallèle notamment qui occasionne une perte équivalente le budget de 1 000 APC selon l'UGCAA. Les commerçants appellent, par ailleurs, à la concrétisation rapide du projet de réseau national de distribution dans le cadre du plan quinquennal 2009-2014

F.-Z. B.

LE COUFFIN DE LA MÉNAGÈRE			
Produit	Unité de mesure	Prix détail	
	Pomme de terre	1 kilo	50 DA
	Navet	1 kilo	100 DA
	Tomate fraîche		70 DA
	Oignons		40 DA
	Salade verte		80 DA
	Poivrons		70 DA
	Carotte entre 70		et 80 DA
	Courgette		entre 70 et 80 DA
	Ail		300 DA
	L'agneau		900 DA
	Bœuf avec os et sans os		750 DA 900 DA
	Poulet coupé Poulet entier		400 DA entre 260 et 280 DA
	Frik		200 DA
	Riz étuvé		90 DA
	Huile	5 litres	550 DA
	Dioul		entre 40 et 50 DA
	Oeuf		10 DA
	Pois chiche		120 DA
	H'chich	01 bouquet	10 DA
	Sucre	01 kilo	70 DA
	Dattes	01 kilo	160 DA
	Melon	01 kilo	40 DA
	Olives noires	01 kilo	200 DA
	Olives vertes	01 kilo	entre 240 et 260 DA
	Citron	01 kilo	300 DA